

Matthias Küntzel

## **Le rôle de l'Allemagne fédérale dans la préparation de la guerre du Kosovo**

Expertise présentée lors de la deuxième session du Tribunal européen sur la guerre de l'OTAN contre la Yougoslavie, le 16 avril 2000 à Hambourg (Allemagne)

En 1991, une délégation du Bundestag, le parlement fédéral allemand, se rendit pour la première fois au Kosovo où elle eut des entrevues, entre autres, avec des nationalistes albanais kosovars. Déjà à l'époque, au printemps 1991, un membre éminent du parlement yougoslave exprima sa crainte de voir >les Anglais et les Allemands former ensemble une troupe d'intervention de 70.000 soldats afin d'intervenir (...) dans le Kosovo<.

(1) Quelle alerte précoce, clairvoyante!

L'Allemagne avec son gouvernement formé par les sociaux-démocrates et les Verts a-t-elle glissé dans la guerre du Kosovo en étant >de bonne foi, débordée, impuissante à la fin< selon la formule de l'hebdomadaire allemand Die Zeit ? S'agissait-il d'une >guerre américaine<, se terminant au bout de 78 jours sur >une paix allemande< comme le suggère le magazine politique allemand Der Spiegel ? Est-il bien vrai que se faisaient ainsi face, d'un côté la machine de guerre américaine, dépourvue de scrupules et arrogante, et de l'autre côté la politique allemande consacrant tous ses efforts assiduellement à la paix ?

Quiconque recherche la vérité dans les faits réels et en analysant sobrement et objectivement la préhistoire de cette guerre, parvient inévitablement à une conclusion différente. Aucun autre pays n'a mis autant d'huile sur le feu du conflit au Kosovo, entre 1991 et 1999, que l'Allemagne. Aucune autre puissance ne s'est autant érigé en protecteur de l'UCK (>Armée de libération du Kosovo<, organisation indépendantiste armée) que le pouvoir allemand. Autant ce sont clairement les Etats-Unis qui dirigeaient la plus grande partie des bombardements sur la Yougoslavie au printemps 1999 et en portent la responsabilité politique, morale et matérielle, autant c'est l'Allemagne qui a joué un rôle d'avant-garde lorsqu'il s'agissait, entre le mois de mars 1998 et mars 1999, d'exacerber le conflit au Kosovo et de pousser l'OTAN à la guerre contre la Yougoslavie.

I.

En 1991, le gouvernement fédéral allemand reconnu, seul dans un premier temps, l'indépendance de la Slovénie et de la Croatie au nom d'une conception d'autodétermination nationale marquée du sceau du nationalisme ethnique, et contribua ainsi considérablement à provoquer la future guerre en Bosnie. Ces faits sont relativement bien connus. Nettement moins connus, mais non moins réels, est le fait que le cap choisi en 1991 a été maintenu, à partir de 1995, en ce qui concerne le Kosovo. C'est en cette année que le gouvernement fédéral allemand signa, à Tirana, capitale de l'Albanie, une déclaration de principe germano-albanaise laquelle préconise, en vue de >résoudre la question du Kosovo<, le droit à l'autodétermination nationale des Albanais du Kosovo et ce faisant, leur droit à la séparation de la Yougoslavie. (2)

Ainsi fut annoncée l'intention de morceler la Yougoslavie encore davantage, au moyen d'une politique d'>autodétermination< à caractère prédominant ethnique. Suivant cette orientation, le gouvernement fédéral allemand mit en oeuvre, par la suite, tous ses moyens afin d'inciter les Albanais du Kosovo à la séparation nationale. Alors que les institutions parallèles, développées à partir de 1990 par les nationalistes albanais du Kosovo, cherchaient à exclure systématiquement la population majoritaire au Kosovo de la vie politique et sociale de la Yougoslavie, ce séparatisme organisé fut soutenu financièrement en premier lieu par des populations

albanaises installées en Allemagne et politiquement par le gouvernement fédéral allemand. Afin de radicaliser la crise au Kosovo et de faire éclater le conflit qui se développait de façon rampante, la construction de l'organisation militaire UCK fut encouragée, au plus tard à partir de 1996, par le Bundesnachrichtendienst (BND, le service de renseignement allemand de l'extérieur - note du traducteur) qui l'aidait financièrement et détachait du personnel en vue de l'encadrer et de la soutenir. (3) Sous le titre "How Germany backed KLA" (Comment l'Allemagne a soutenu la Kosovo libération army, >Armée de libération du Kosovo<, = UCK), le quotidien The European révéla au mois de septembre 1998 que >la diplomatie secrète allemande a soutenu l'UCK, depuis sa fondation en février 1996, de manière décisive. (...) Les services de renseignement civil et militaire allemands ont participé à l'instruction militaire et à l'équipement des rebelles, afin de bétonner la zone d'influence allemande dans la région des Balkan.<

L'encouragement des mouvements prônant la sécession du Kosovo fut, durant cette première période, l'oeuvre de la seule Allemagne. >Il déplâit au gouvernement américain de voir celui de l'Allemagne mener des activités politiques au Kosovo<, constata ainsi en 1997 Johann Georg Reißmüller, membre du conseil éditorial de la très conservatrice Frankfurter Allgemeinen Zeitung, quotidien allemand proche des milieux économiques. (4) Et The European écrit à la même époque : >Washington a réalisé que le fait de pousser les Kosovars vers une confrontation militaire avec Milosevic, comme les Allemands le voudraient, risque d'avoir un effet de boomerang sur la région des Balkans. Les Etats-Unis ont mis la pression maximale sur l'Allemagne afin qu'elle cesse de soutenir l'Armée de libération du Kosovo (= UCK) derrière les coulisses, les autres pays européens tel que la Grande Bretagne et la France agissant dans le même sens (que les Américains, NDLR).<

En effet, il existe une divergence réelle entre l'Allemagne et les Etats-Unis concernant l'idée d'autodétermination nationale, prise dans son acception ethnique, et les mouvements sécessionnistes à l'intérieur d'Etats multinationaux. Cette divergence-là, qui s'est amoindrie en 1999 à cause de l'engagement militaire américain en faveur des Kosovars - et de l'UCK -, redevient importante maintenant qu'il s'agit de déterminer la place politico-juridique définitive du Kosovo après la guerre.

Alors que la ministre des affaires étrangères américaine Madeline Albright a nettement rejeté en mars dernier toute idée d'une >Grande Albanie< (réunissant l'Albanie actuelle et le Kosovo), la politique allemande a mis le cap sur ladite Grande Albanie. Aux yeux du porte-parole de la CDU, la droite chrétienne-démocrate allemande, en matière d'affaires étrangères Karl Lamers, le déploiement de troupes de l'OTAN dans le Kosovo ne constitue, comme il l'a clairement indiqué devant le Bundestag, que >une première étape sur le chemin de la séparation entre le Kosovo et la Yougoslavie<, et l'indépendance du Kosovo à son tour ne serait que >une étape intermédiaire sur le chemin d'un rattachement à l'Albanie<. (5) Plein de satisfaction, Lamers put faire observer récemment au Bundestag que >tout ce que nous réalisons dans les faits, par exemple à travers la création d'une nouvelle zone monétaire, s'inscrit dans le but d'une indépendance (du Kosovo) et non pas d'une autonomie (dans le cadre de la République fédérative de Yougoslavie, NDLR)<. (6) Mais le gouvernement >rouge-vert< (formé par les sociaux-démocrates et les Verts allemands, note du traducteur) a, lui aussi, cessé depuis longtemps de reconnaître le Kosovo comme une partie intégrale de la République de Yougoslavie. C'est pour cette raison que le ministre des affaires étrangères allemand, le Vert Joschka Fischer, maintenait le flou, dans sa déclaration de ministre en date du 5 avril 2000, sur >la future place politique et administrative du Kosovo< puis cette question ne serait >pas soluble à l'heure actuelle<. Mais à un autre moment, il ne laissait aucun doute sur ce qui serait la solution à ses yeux : >La communauté internationale est présente au Kosovo et dans les Balkans<, confia-t-il au correspondant du quotidien Le Monde en Allemagne, >afin de démontrer que la >question albanaise<, à l'instar de la >question allemande< en 1990, ne peut être résolue sans le consentement des voisins.< (7) Ce qui reviendrait

à dire que la >question albanaise< puisse être réglé selon le modèle de l'Allemagne, réunifiée en 1990 ?

Manifestement, Fischer aspire lui aussi à approcher l'objectif final de la >Grande Albanie< à l'aide du >droit à l'autodétermination< défini selon des critères ethniques. A travers cette prise de position, Fischer ne va pas seulement à l'encontre des résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies ainsi que de la position majoritaire de l'Union européenne. Mais il risque aussi d'inciter le nationalisme albanaise à poursuivre dans sa voie de >nettoyage ethnique<, agissant selon le mot d'ordre : Plus nombreux sont les Serbes tués et expulsés aujourd'hui, plus grande l'Albanie réunifiée sera demain.

L'année 1997 fut celle où la crise rampante au Kosovo bascula vers sa forme aigue. Après la dissolution des stocks d'armes et de munitions de l'armée albanaise, l'UCK put se doter d'un équipement militaire de gros acabit et réaliser à grande échelle le vieux rêve de certains, de déclencher la révolte nationaliste en vue d'une séparation de la Yougoslavie. Cette évolution ainsi que les réactions, d'ailleurs tout à fait discutables voire condamnables, de la police spéciale serbe firent du Kosovo l'objet d'attention de la presse internationale et de toutes les grandes puissances occidentales. Comment se comportèrent alors l'Allemagne et les Etats-Unis ?

>Washington hésite encore comment réagir<, put-on lire plus tard dans une rétrospective de l'hebdomadaire allemand Die Zeit. Le directeur politique au Auswärtiges Amt (AA, le ministère allemand des affaires étrangères - note du traducteur), Wolfgang Ischinger, fut envoyé aux Etats-Unis.

>Maintenant, nous avons besoin du leadership américain<, c'est en ces mots pressants que Wolfgang Ischinger s'adresse à Washington à son collègue

Strobe Talbott, lira-t-on plus tard dans Die Zeit. (8)  
Ce type de situation, le gouvernement fédéral allemand >pressant< le gouvernement américain - ou plutôt un certain courant au sein de celui-ci - à agir, se répétera de mars 1998 à mars 1999 en variations successives. Ici on rejoint le deuxième volet de mon esquisse, la période précédant immédiatement la guerre.

## II.

Alors que le gouvernement américain fut divisé en plusieurs courants sur cette question jusqu'à ce qu'on a nommé >le massacre de Raçak<, en janvier 1999, tandis qu'il tergiversait, réagissait au gré des événements et ne savait trop quel traitement réserver au nationalisme albanaise (9), la politique allemande, elle, disposait au plus tard à partir du printemps 1998 d'un programme d'action. Ainsi elle possédait des idées claires quant à la manière de réagir au désir de séparation des nationalistes albanaise au Kosovo et aux actions militaires de l'UCK. Dès le 16 mars 1998, le chargé d'affaires (officiel) allemand sur les questions des Balkans, l'ancien ministre des PTT Christian Schwarz-Schilling (CDU, droite - note du traducteur), exprima publiquement quel était désormais le but principal de la politique allemande dans cette région : >Nous devrions tenter de faire comprendre, à travers une forte pression allant jusqu'à des interventions militaires, à Milosevic qu'il ne peut revendiquer le Kosovo en tant que partie de la République yougoslave que tant que certains principes de base sont garantis. Et si tel n'est pas le cas, alors il faudra (...) éventuellement transformer une telle région en une sorte de protectorat, jusqu'à ce que certaines conditions soient créées.< (10)

Cette idée de protectorat, qui se trouva désormais au centre de la politique sur le Kosovo des gouvernements allemands successifs de Kohl / Kinkel (de droite) et de Schröder / Fischer (de gauche, à partir d'octobre 1998), supposait le déploiement de troupes militaires internationales dans le Kosovo.

En conséquence, le gouvernement fédéral allemand (de Helmut Kohl, note du traducteur) souleva, en mars 1998, pour la première fois la question d'une occupation du Kosovo par des troupes de l'OTAN ou des Nations Unies dans le cadre d'un >groupe de contacts< international. L'idée d'un protectorat n'était réalisable que contre la volonté du pouvoir de Belgrade, donc >manu

militari<. Logiquement, l'Allemagne - souvent en convergence avec le courant proche de Madeline Albright au sein du Département d'Etat américain - radicalisa sa ligne de conduite anti-serbe : Milosevic était et demeurerait la cible des attaques politiques, et ceci indépendamment de ce qu'il fit concrètement.

Cependant, la Grande-Bretagne, la France, l'Italie et le courant majoritaire au sein du gouvernement américain misaient encore sur une politique de négociations. L'UCK fut condamnée comme >organisation terroriste<, l'offensive serbe contre l'UCK pendant l'été 1998 fut indirectement soutenue, et Milosevic ainsi que les forces modérées des Albanais du Kosovo autour d'Ibrahim Rugova furent appelés au dialogue. Mais comme l'UCK réussit à des occasions répétées à torpiller cette politique de négociations par des provocations militaires, il fut bientôt évident que la voie du dialogue devait rester sans succès tant que les livraisons d'armes et le flux de nouvelles recrues pour l'UCK perdureraient, contribuant à la radicalisation de la guérilla nationaliste(-ethnique).

C'est pour cette raison qu'au début de l'été 1998, les efforts des Nations Unies, de l'OSCE ainsi que du gouvernement américain furent concentrés sur l'objectif de faire cesser l'importation clandestine d'armes au Kosovo au moyen d'un déploiement de troupes à la frontière yougoslavo-albanaise. Le gouvernement albanais de Fatos Nano, lui aussi hostile à l'UCK, consentit à ce projet, des premiers plans d'action de l'OTAN furent mis en chantier.

Mais à ce moment-là, l'allié le plus important de l'UCK se découvrit ; l'Allemagne émit son veto contre les actions visant à arrêter le trafic clandestin d'armes au profit de l'UCK. >Bien sûr faut-il réfléchir<, déclara en juillet 1998 le ministre allemand des affaires étrangères de l'époque Klaus Kinkel (membre du parti libéral FDP, de droite - note du traducteur), >quant à savoir si on a le droit, sur le plan moral et éthique, d'empêcher les Albanais du Kosovo de se procurer des armes pour se défendre eux-mêmes.<

(11) Ce fut le ministre allemand de la défense de l'époque, Volker Rüher (CDU, droite - note du traducteur), qui répondit clairement par la négative à cette question : >Le problème du Kosovo ne peut être résolu en envoyant des troupes en Albanie, en fermant là-bas la frontière vers le Kosovo et en faisant ainsi le jeu de Monsieur Milosevic.< (12)

Cette prise de position nette d'un ministre allemand en faveur de l'UCK constitua une démarche singulière de l'Allemagne ayant la même qualité de provocation que la prise de position en faveur du président nationaliste croate Franjo Tudjman en décembre 1991, cinquante ans exactement après la création de l'Etat croate fasciste du mouvement Ustascha (avec l'aide de l'Allemagne nazie, note du traducteur).

Une fois de plus, l'Allemagne se retrouvait seule avec sa position, au moins à ce moment concret. Une fois de plus, le soutien du pouvoir allemand fut accordé à un mouvement qui porte un héritage nazi, à savoir un mouvement dont une bonne partie des membres sont recrutés parmi les fils et les petit-fils des mêmes hommes qui, en 1944, appartenaient à la division SS >Skanderberg<, instaurée par l'occupant allemand et dont le siège se trouvait à Prizren. Le >Front national< albanais (Balli Kombetar), qui collabora avec les nazis en 1943/44, se vante aujourd'hui encore de l'influence qu'il exerce au sein de l'UCK, cette dernière se référant non seulement à travers certaines traditions et coutumes, mais également à travers ses utopies ethno-nationalistes, au >paradis< passé qui existait sous l'occupation allemande. (13)

Car le programme de >nettoyage ethnique<, que l'Allemagne nazie exporta vers la Yougoslavie en 1941, constitue depuis le programme du nationalisme albanais-kosovar radical, ce dernier se résumant depuis 1943/44 et tout au long des années 80 à deux points centraux : >D'établir ce qu'ils appellent une République albanaise ethniquement épurée, afin de fusionner ensuite avec l'Albanie en vue de former une Grande Albanie< - ainsi le résuma en 1982 le New York Times. (14) A chaque fois que l'UCK évoqua la >libération<, elle visait ce que l'on connaît depuis le nazisme allemand, sous la désignation de >libéré de<: "judenfrei" (en Allemand : libéré des juifs, où ils ne vivent plus de juifs - note du traducteur), "romafrei" (libéré de Roms, de

gitans) et "serbenfrei" (libéré de Serbes). Personne ne pouvait se dire sérieusement surpris en 1999 que maintenant, sous le règne de l'UCK, les excès meurtriers ethnico-nationalistes contre tous les non-Albanais étaient en passe de devenir la réalité quotidienne.

Alors qu'au cours de l'été 1998, le pouvoir américain était encore à la recherche de la bonne méthode pour arriver au démantèlement de l'UCK, l'Allemagne en tant que puissance protectrice de l'UCK se trouvait, pour ainsi dire, de l'autre côté de la barrière. Ainsi deux conceptions divergentes quant aux objectifs politiques s'opposèrent au sein de l'OTAN. L'OTAN devrait-elle être un appui ou un moyen de blocage de l'UCK ? Devrait-elle contribuer, comme si elle était en quelque sorte la force aérienne de l'UCK, à rétrécir la Serbie et à réviser des frontières nationales, ou alors se comporter en adversaire de l'UCK et bloquer ses vœux sécessionnistes ?

Les pressions allemandes ainsi qu'une certaine ouverture à l'aventurisme de la part des autres puissances de l'OTAN, étaient les facteurs décisifs qui firent basculer la balance, au cours de l'été 1998, en faveur d'une nouvelle stratégie de l'OTAN visant à favoriser l'UCK au lieu de la condamner. Maintenant que l'Allemagne avait d'ores et déjà >prouvé son leadership<, comme le souligna, très satisfait, un commentateur du Frankfurter Allgemeine Zeitung (15), elle commença dorénavant à s'ériger en défenseur de l'idée d'une intervention de l'OTAN au Kosovo.

Je ne ferai qu'esquisser brièvement plusieurs étapes de ce processus. >Kinkel (le ministre allemand des affaires étrangères jusqu'en octobre 1998, note du traducteur) menace la Serbie d'une intervention de l'OTAN au Kosovo<, tel furent les titres de la presse quotidienne (allemande) du 5 juin 1998. >Les Etats-Unis, à la différence de l'Allemagne, refusent de décider rapidement d'un engagement militaire<, put-on lire le lendemain dans un commentaire de la Frankfurter Allgemeine Zeitung. (16) Au même moment, Volker Rühle (ministre allemand de la défense jusqu'en octobre 1998, note du traducteur) fut le premier membre d'un gouvernement européen à préconiser une guerre de l'OTAN menée, si nécessaire, sans le consentement du Conseil de sécurité de l'ONU au cas où ce dernier ferait défaut. Cette initiative revenait à réduire la Charte des Nations Unies, le Traité des >Deux plus Quatre< (consacrant la pleine souveraineté retrouvée de l'Allemagne réunifiée en 1990, et signé par les deux Etats allemands fusionnant ainsi que par les quatre anciennes puissances alliées de la Seconde guerre mondiale - note du traducteur) et la constitution allemande en confettis de papier. (Les textes précités avaient jusque-là porté des limites à la capacité de l'Allemagne d'envoyer son armée sur des lieux d'intervention extérieurs, note du traducteur.) Elle ne fut, dans un premier temps, pas soutenue par Helmut Kohl (le chef d'un gouvernement de droite jusqu'en 1998, note du traducteur), mais depuis juin 1998 par Rudolf Scharping et Joschka Fischer (hommes politiques social-démocrate et Vert, aujourd'hui respectivement ministre de la défense et ministre des affaires étrangères - note du traducteur). Elle fut reprise plus tard par le gouvernement américain, satisfait de voir à quel point elle s'intégrait bien dans ses plans pour l'avenir de l'OTAN à moyen et long terme. (17)

En résumé, il est nécessaire de constater que l'Allemagne fédérale ne s'est pas seulement rendu coupable des crimes, nombreux, qui furent indissociablement liés au bombardement de la Yougoslavie (au même titre que les autres puissances participant à ces bombardements, note du traducteur). Plus que ça, l'Allemagne a systématiquement et délibérément poussé à l'éclatement de cette guerre en attisant les tensions, et à l'occupation du Kosovo par des troupes allemandes et des autres pays membres de l'OTAN. Le concept qui a été poursuivi et mis en oeuvre avec précision, englobait quatre points :

- confrontation avec Belgrade,
- prise de position sans retenue en faveur de ceux parmi les groupes politiques des Albanais du Kosovo qui revendiquent une séparation de la Yougoslavie et un rattachement à l'Albanie ;
- la demande d'une attaque de l'OTAN contre la Yougoslavie, afin d'imposer

l'idée d'un protectorat au Kosovo,

- ce dernier étant cependant, dès le début, conçu uniquement comme une étape intermédiaire sur le chemin d'une séparation complète du Kosovo par rapport à la Serbie et la Yougoslavie.

Dans les milieux gouvernementaux américains, on est beaucoup mieux informé quant à l'activisme particulier et aux objectifs propres de la politique allemande que dans les cercles pacifistes ou de gauche en Allemagne.

Brzezinski (Zbigniew Brzezinski, ancien conseiller en sécurité nationale sous le président américain Jimmy Carter à la fin des années 70 - note du traducteur) caractérisa ainsi l'Allemagne réunifiée comme un >acteur géostratégique de premier plan< et >grande puissance activiste et poussée par une vision ambitieuse< alors que le ministre adjoint des affaires étrangères des Etats-Unis, Strobe Talbott, qualifia l'Allemagne, quelques jours avant le début des >négociations de Rambouillet< sur le Kosovo, d'épicentre du tremblement de terre géostratégique basculant l'OTAN aussi bien que les Balkans. Il parla ainsi de l'Allemagne comme >épisode de ces processus : élargissement, expansion et approfondissement<.(18)

Mais cependant, la Grande Bretagne, la France et les Etats-Unis ne se sont pas contentés de réagir, à travers leur participation à la guerre (aérienne contre la Yougoslavie en 1999 - note du traducteur), aux impulsions émises par cet épiscetre, mais ils ont en même temps poursuivi des intérêts propres à eux. Alors que les Etats-Unis cherchèrent à conserver leur propre influence en Europe, à renforcer le rôle politique de l'OTAN sur le plan mondial ainsi qu'à affaiblir l'influence de la Russie, pour la Grande-Bretagne et la France il s'agissait entre autres de souligner leur propre supériorité, en termes militaires, par rapport à l'Allemagne et en même temps de préparer et d'entamer la construction d'une force d'intervention militaire indépendante par rapport aux USA. La guerre du Kosovo fut la première guerre en vue d'une réorganisation de l'Europe après la fin de la guerre froide et la chute du mur de Berlin, provoquée par l'Allemagne. Comme aucun autre événement des dix dernières années, elle a en même temps ramené à la surface et rendu visibles les traits irrationnels et les pulsions profondément destructrices qui traversent la société organisée selon le mode, et marquée par l'ordre social capitalistes.

(Traduction : Bernard Schmid)

-----  
(1) D'après un article publié dans le magazine yougoslave Politika, cité par (le député social-démocrate allemand, note du traducteur) Peter Glotz dans un discours au Bundestag, le 16 juin 1991.

(2) Cf. Archiv der Gegenwart 1995, P. 39819 sq.

(3) Cf. pour plus de détails : M. Küntzel : Der Weg in den Krieg. Deutschland, die Nato und das Kosovo, Berlin 2000, p. 59 sq.

(4) J.G. Reißmüller, in : Frankfurter Allgemeine Zeitung du 10 mars 1997.

(5) D'après le Journal officiel (allemand), débats parlementaires au Bundestag, séance du 15 avril 1999, p. 2650.

(6) Journal officiel (allemand), débats parlementaires au Bundestag, séance du 5 avril 2000, p. 9012.

(7) Cf. Klaus von Raussendorf : Fischers Ringen um Hegemonie, in : junge Welt (quotidien, Berlin) du 14 avril 2000.

(8) Gunter Hoffmann : Wie Deutschland in den Krieg geriet, in : Die Zeit (hebdomadaire, Hambourg) du 12 mai 1999.

(9) Cf. sur le rôle des Etats-Unis dans la période précédant la guerre au Kosovo : M. Küntzel, op. cit.

(10) Ch. Schwarz-Schilling le 16 mars 1998 sur les ondes de la radio publique Deutschlandradio, cité d'après la publication de l'office de presse du gouvernement fédéral allemand (Presse- und Informationsamt der Bundesregierung) : Stichworte zur Sicherheitspolitik, avril 1998, p. 47.

(11) Interview de K. Kinkel, in : Süddeutsche Zeitung (quotidien, Munich) du 30 juillet 1998.

(12) Cf. Frankfurter Allgemeine Zeitung du 9 juin 1998.

- (13) Cf. sur l'importance du Kosovo durant les années de l'occupation allemande : M. Küntzel, op.cit., p. 79 sq.
- (14) D'après Becir Holli, ancien secrétaire de la fédération du PC yougoslave au Kosovo (lui-même d'origine albanaise), cité dans : Marvine Howe : Exodus of Serbians Stirrs Province in Yugoslavia, in : New York Times du 12 juillet 1982.
- (15) Frankfurter Allgemeine Zeitung du 26 septembre 1998.
- (16) Frankfurter Allgemeine Zeitung du 6 juin 1998.
- (17) The Times (Londres) écrit le 15 juin 1998 : >Rühe a déclaré qu'une action militaire de l'OTAN pourrait être menée à bien même non couverte par une résolution de l'ONU<. Le 16 juin 1998, la Frankfurter Allgemeine Zeitung rapporte que Rudolf Scharping (homme politique social-démocrate alors dans l'opposition, devenu par la suite le ministre allemand de la défense - note du traducteur) considérerait une résolution de l'ONU comme souhaitable... mais le quotidien de rajouter, citant M. Scharping : >Il peut devenir nécessaire, dans le pire des cas (...), d'intervenir même avant (qu'une résolution soit votée par l'ONU, NDLR).< Dès le 10 juin 1998, Joschka Fischer (homme politique Vert et futur ministre allemand des affaires étrangères, note du traducteur) est cité dans les colonnes de la Frankfurter Allgemeine Zeitung en déclarant qu'il pourrait >(se) construire une situation dans laquelle un mandat de l'ONU devient lettre morte< - Après que la Wehrmacht (l'armée allemande de l'époque, note du traducteur) eut occupé Prague en mars 1939 et ainsi déchiré l'accord de Munich conclu en 1938, l'ambassadeur français en poste à Berlin, Robert Coulendres, écrit : >L'Allemagne reste le pays des >lambeaux de papier<.< Dès le début de la Première guerre mondiale, l'empereur Guillaume II avait déclaré que la déclaration de neutralité de la Belgique ne serait que >lambeaux de papier<, et envahi le pays. L'accélération des événements sous la pression allemande lors de la mise à l'écart de la Charte des Nations unies comme du >Traité des Deux plus Quatre< (voir explication dans le texte supra, note du traducteur) suit ainsi une tradition bien spécifique.
- (18) Cf. Z. Brzezinski : Die einzige Weltmacht, (édition allemande) Weinheim 1997, p. 70 et S. Talbot : Das neue Europa und die neue Nato, tribune dans la Frankfurter Allgemeine Zeitung du 5 février 1999.